

[Traduction]

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, la question sera sans doute débattue à la prochaine session.

M. G. W. Baldwin (Peace River): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le gouvernement est-il maintenant parvenu à calmer son inquiétude et à dissiper ses vagues doutes et est-il en mesure de faire une déclaration définitive quant à la souveraineté sur les eaux de l'Arctique et les ressources du plateau continental et quant à l'étendue de ce plateau continental au nord de la côte de l'Arctique?

L'hon. M. Sharp: Il y aura débat sur ces questions à la prochaine session. Le gouvernement se fait, je pense, une idée assez juste de l'étendue de notre souveraineté dans le Nord. J'espère que la confusion ne règne pas dans l'opposition.

L'hon. M. Stanfield: Cela ne nous inquiète pas, car nous avons des idées arrêtées là-dessus depuis quelque temps déjà.

LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON

INTERPELLATION AU SUJET DES AFFECTATIONS DE FONDS

M. Robert Muir (Cape Breton-The Sydneys): Ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. Quand pourra-t-il annoncer un autre octroi à la Société de développement du Cap-Breton?

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, je ne saisis pas la question.

M. Muir (Cape Breton-The Sydneys): Pour éclairer le ministre, j'expliquerai que les fonds attribués à la Devco s'épuisent rapidement et que les travaux de la compagnie devront diminuer.

L'hon. M. Marchand: Je répondrai à la question à la prochaine session.

LA COMPAGNIE DES JEUNES CANADIENS

DATE DE L'INSTITUTION DU COMITÉ D'ENQUÊTE

[Français]

M. Fernand-E. Leblanc (Laurier): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable secrétaire d'État relativement à la Compagnie des jeunes Canadiens.

Comme il s'agit d'un problème urgent et national, l'honorable ministre pourrait-il informer la Chambre de la date possible de

[M. Dumont.]

l'institution du comité mentionné dans sa déclaration, ainsi que des termes de son mandat?

L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État): Ce sera le plus tôt possible au cours de la nouvelle session, monsieur l'Orateur. Quant aux termes du mandat, ils sont encore à définir de façon précise.

QUESTIONS OUVRIÈRES

CHURCHILL (MAN.)—LES MISES À PIED

[Traduction]

M. Robert Simpson (Churchill): J'ai une question à l'intention du président du Conseil du Trésor, monsieur l'Orateur. Eu égard à la décision prise par les gouvernements du Canada et des États-Unis visant à réduire d'une manière draconienne les activités en cours dans les installations du Centre national de recherches à Churchill (Manitoba) et compte tenu des déclarations de personnalités de la région quant aux effets graves de cette initiative sur l'économie locale et l'avenir même de la ville de Churchill, quelles mesures le gouvernement envisage-t-il pour aider les personnes déplacées par suite de ladite décision?

L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor): Monsieur l'Orateur, il est bien regrettable que les autorités de la NASA, la National Aeronautical Space Administration des États-Unis, ne soient pas en mesure, pour des raisons budgétaires, de poursuivre leurs travaux de recherche sur les fusées à Churchill. Cependant, notre Conseil national de recherches poursuivra lui-même, mais sur une échelle réduite, les recherches sur les fusées. Le Conseil national et le ministère des Travaux publics cherchent ensemble le meilleur moyen d'arranger les choses de façon à causer le moins de dérangements possible sur le plan local.

M. Simpson: J'ai une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le président du Conseil du Trésor peut-il nous dire si le gouvernement songe à demander aux autorités de la NASA de poursuivre les consultations avant de prendre une décision définitive?

L'hon. M. Drury: Monsieur l'Orateur, la nouvelle à laquelle l'honorable représentant fait allusion émanait des pourparlers que nous avons eus avec les dirigeants de la NASA pendant près de cinq jours et au cours desquels nous avons tenté de les persuader de poursuivre les recherches.

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser. Le Conseil national de